



Saint-Ouen, le 26/10/2017

Les organisations syndicales FO, CGT, CFE-CGC, CFTD des trois établissements Alstom à Saint-Ouen (OmegAT, TIS Saint-Ouen, CSY) vous invitent à une

RÉUNION D'INFORMATION SYNDICALE¹

LUNDI 30 OCTOBRE

DE 13H30 A 14H30

SALLE KAPPA 1 et 2 (RdC)

Ordre du jour :

- **projet d'absorption d'Alstom par Siemens,**
- **points divers.**

Pour vous informer, pour faire vos propositions, pour établir les revendications du personnel, pour discuter de quelles démarches ou quelles actions à engager, venez tous à la réunion d'information syndicale lundi 30 octobre à 13h30, salle Kappa 1 et 2, bâtiment Kappa, RdC !

¹ Chaque salarié bénéficie d'une heure d'information syndicale par semestre prise sur le temps de travail.

Copie de la lettre adressée au ministre de l'économie et des finances par les délégués syndicaux centraux des quatre organisations syndicales représentatives sur Alstom Transport S.A. :



Saint-Ouen, le 09 octobre 2017

MONSIEUR BRUNO LEMAIRE
MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
139 rue de Bercy
75572 PARIS CEDEX 12

Monsieur le Ministre,

Suite à l'annonce relative au projet de fusion des activités ferroviaires des groupes ALSTOM et SIEMENS, nous souhaiterions vous rencontrer rapidement, afin notamment de vous faire part des craintes que suscite pour nous ce projet en terme d'emplois, de compétences et d'implantations industrielles.

Nous souhaiterions également échanger sur toutes les garanties qui pourraient être apportées conjointement par l'Etat et la société Alstom au travers d'engagements écrits, qui pourraient ainsi faire l'objet du comité de suivi que vous proposez de mettre en place.

Enfin, nous vous proposons que cette rencontre soit également l'occasion de tenir le Comité de suivi national du « Plan Belfort » suite au Comité de suivi local qui s'est réuni le 21 septembre dernier.

Il serait pertinent que cette rencontre ait lieu avant le 17 octobre, date qui met un terme à l'accord entre l'Etat et Bouygues pour le prêt des actions Bouygues à l'Etat et l'option d'achat de ces actions par l'Etat.

Dans l'attente d'une réponse favorable, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de notre plus haute considération.